

Quelle place pour la radicalité dans notre société ?

Benoît Coutu et Emiliano Arpin-Simonetti

Fragments d'éphémère

Numéro 779, juillet–août 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78150ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Coutu, B. & Arpin-Simonetti, E. (2015). Quelle place pour la radicalité dans notre société ? *Relations*,(779), 38–39.



Quelle place pour la radicalité dans notre société ?

La vraie radicalité n'existe plus dans notre société du consensus néolibéral où règne l'austérité de la pensée.

BENOÎT COUTU

L'auteur, sociologue, est chargé de cours à l'UQAM et à l'UQAR

Ces derniers temps, au gré de l'actualité politique, les accusations de radicalisme fusent de toutes parts. Par leur seule énonciation, des individus, des mouvements sociaux et des événements qui n'ont rien en commun sont mis dans le même panier. Les médias de masse associent le radicalisme à tout ce qui dévie d'une norme sociale explicite ou va à l'encontre d'un supposé consensus social, bref, à tout ce qui sort de l'ordinaire des « vraies affaires ». Le gouvernement saisit cette balle au bond pour délégitimer tout mouvement contestant son régime d'austérité. Chemin faisant, le radicalisme et ses dérivés, vidés de leur substance, deviennent des dénominations qui tiennent lieu d'explication, voilant la situation réelle: l'adhésion des masses au projet néoconservateur de reconstruction néolibérale des sociétés.

L'ALIÉNATION DES MASSES

Si la lutte contre les politiques d'austérité n'a rien de *radical* en soi, ni même un peu de grabuge dans une université, par une sorte d'automatisme, c'est pourtant le mot qui vient à l'esprit chez les gens, d'un côté comme de l'autre, pour qualifier le mouvement de grève étudiante du printemps 2015. Inversement, rarement – sinon jamais – ce terme n'est utilisé pour qualifier des mouvements d'extrême-droite ou les acteurs du saccage à l'hôtel de ville de Montréal. Il semble alors que ce que la société considère aujourd'hui comme

étant radical est essentiellement défini par le haut et relayé par les médias qui se font la courroie de transmission des élites.

Cependant, toute analyse se limitant à dénoncer une manipulation des masses reste insuffisante pour comprendre la situation. Le fait d'accuser de radicalité des mouvements qui ne le sont aucunement est un symptôme de l'intériorisation culturelle et de l'intégration sociale des masses dans une « démocratie » néolibérale soutenue par une idéologie néoconservatrice, moralisatrice et stigmatisante, qui sème la division en réduisant le social à une peau de chagrin. Empêtrés dans des « luttes de places », les individus fusionnent alors en des masses dans lesquelles la soumission à l'autorité procure le sentiment de l'incarner et d'avoir un pouvoir sur son voisin. Il suffit de lire les commentaires d'opinion sur les sites des médias pour ressentir toute la violence de l'état de crise, de peur, de *sursis* qui veille dans une population retournée contre elle-même.

LA RADICALITÉ ÉPUISÉE

Ainsi, à notre époque, l'austérité de la pensée semble avoir remplacé la radicalité. Par un effet de miroir avec le pouvoir néolibéral, elle neutralise le politique et la véritable critique par les procédés de la déconstruction et du slogan. On n'a qu'à penser à l'affaire *Charlie Hebdo*. Dans la foulée des attentats, quiconque ne disait pas « Je suis Charlie » et osait une critique radicale des conditions qui produisent le

terrorisme (que ce soit l'exclusion et le racisme dont sont l'objet les musulmans en France ou encore la politique étrangère impérialiste des puissances de l'OTAN) était accusé de justifier les actes des frères Kouachi. Si être radical, c'est aller à la racine, c'est-à-dire avoir une réflexion sur le caractère absolu et approfondi de quelque chose, faire table rase n'est pas aller à la racine.

En déconstruisant ce qui fait dans la société le socle de notre vivre en commun, les forces vives du capitalisme s'affairent simultanément à la destruction de la pensée. Dans l'intégration totale de la vie, normée, réglée, enrégimentée, à laquelle nous sommes conviés, « la pensée se trouve soumise à la subtile censure du *terminus ad quem*: pour peu qu'elle entre en scène comme pensée critique, il lui faudrait nécessairement spécifier le résultat positif auquel elle veut parvenir¹ ». Une critique du système reste alors une critique dans le système. Face à cette tendance, nous devrions continuer de réfléchir longuement au lieu d'agir rapidement. Sans ancrage, sans arrières-pensées, nos actions n'auront aucun but, aucun socle, aucune répercussion. Le salutaire radicalisme serait alors celui de la réévaluation des concepts qu'on utilise pour penser notre époque. Hélas, peu en font preuve. C'est dire alors que « [...] si la parole peut devenir étincelle, elle n'a aujourd'hui encore rien incendié² ». Dans une société malade, c'est la vie qui se radicalise, et non les gens, voilà la vérité. ●

1. Theodor W. Adorno, *Société: Intégration, Désintégration*, Paris, Payot, 2011, p. 34.

2. Max Horkheimer, *Théorie critique. Essais*, Paris, Payot, 2009, p. 320.

Alors que le terme *radical* sert de plus en plus à délégitimer la contestation sociale et politique et à semer la peur du chaos pour justifier des mesures de répression toujours plus musclées, est-il encore possible de se revendiquer d'une forme de radicalité dans notre société ?

La radicalisation du capitalisme produit un contexte favorable aux courants politiques radicaux.

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

L'émoi qu'a provoqué l'embrigadement de jeunes Occidentaux par des courants djihadistes internationaux et la mal nommée lutte à la « radicalisation » qui s'en est suivie ont sans doute fini de vider de son sens le terme *radical*. Celui-ci, déjà employé par les autorités et par bien des médias pour délégitimer la contestation sociale (notamment le mouvement étudiant), est aujourd'hui devenu un stigmate justifiant la répression.

Peut-on pour autant en déduire que nous sommes confrontés à la disparition imminente de toute forme d'analyse de la réalité qui cherche à aller *aux racines* des problèmes ? Que la force de l'appareil idéologique du système en place arrive à imposer une lecture unique du monde, et que toute contestation ouverte de son hégémonie n'est que vaine agitation, quand elle ne contribue pas carrément à le renforcer ? Une telle interprétation nous semble sous-estimer à la fois le rôle des mouvements de contestation contemporains et la crise de légitimité dans laquelle le néolibéralisme comme régime d'économie politique est enfoncé ; un contexte propice aux offres politiques radicales.

RADICALISME DÉMOCRATIQUE ET ÉCOLOGISTE

Sous l'effet de la « révolution néo-conservatrice » des 30 dernières années en Occident, les inégalités socioéconomiques se sont considérablement creusées. Appauvrissement, exclusion et destruction environnementale se sont accentués, entraînant d'importants

tantes protestations. La crise financière de 2007-2008, à cet égard, a marqué un tournant. Devant l'incapacité manifeste – voire le refus – de nos élites de réformer le système capitaliste et devant le durcissement des mesures d'austérité, le projet néolibéral est apparu clairement pour ce qu'il est : une entreprise de dépossession des classes laborieuses pour maintenir les privilèges de la classe dominante.

Dès lors, la contestation s'est amplifiée. Le mouvement des Indignés en Espagne, le mouvement Occupons dans plusieurs villes occidentales, et, plus près de nous, le Printemps érable de 2012 ont tous porté une critique radicale des institutions politiques. Ces mouvements, en mettant en scène des pratiques de démocratie directe et populaire, ont voulu réaffirmer le pouvoir souverain du peuple en dehors des institutions étatiques séquestrées par le grand capital. C'est ce qui leur a valu une dure répression de la part des forces de l'ordre.

Parallèlement, notamment avec l'essor des projets d'exploitation des hydrocarbures « extrêmes », les populations vivant directement les contrecoups du saccage environnemental sont de plus en plus nombreuses à se dresser contre les firmes et les gouvernements qui en tirent profit. Et, devant la cooptation d'une partie du mouvement environnementaliste, une part grandissante d'écologistes affine des stratégies de plus en plus ouvertement anticapitalistes pour faire face à la crise écologique.

RADICALISME OU CATHARSIS ?

Que l'action de ces courants politiques ne mène pas à des changements pro-

fonds à court terme n'enlève rien à leur radicalité, car c'est dans la durée qu'il faut les comprendre. Pour prendre l'exemple du Printemps érable, la soif de liberté, d'égalité et de justice sociale qui l'a fait surgir n'a pas été épuisée par les mois de manifestations et d'assemblées générales, bien au contraire. Ce mouvement a joué un rôle majeur dans le renouvellement de l'imaginaire politique de la jeunesse québécoise et a fortement contribué à tisser des alliances qui ont ensuite permis d'élargir la lutte sociale, notamment contre l'exploitation pétrolière.

Aussi, comparer, comme le font certains observateurs, ce type d'irruption politique à une simple soupape qui permet au système d'évacuer un peu de pression sociale pour mieux fonctionner ensuite, cela relève de la boutade plus que de l'analyse. Ce genre de moments politiques contribue à faire progresser le sentiment sous-terrain que les choses doivent changer, tout en mettant en circulation de nouvelles stratégies, de nouvelles pratiques émancipatrices alimentant la réflexion politique¹. Bref, ils ont un rôle heuristique dans l'élaboration d'un discours contre-hégémonique.

De plus, leur répression inévitable rend encore davantage visible la violence de classe et la nécessité d'y mettre fin par un changement radical. Une conviction que le durcissement à venir de la crise du capitalisme ne pourra que renforcer, à mesure que se détériorent les conditions matérielles d'existence d'une part croissante de la population. Le radicalisme n'est donc pas près de disparaître de notre société. ●

1. Voir James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance*, Paris, éd. Amsterdam, 2008.

L'auteur est secrétaire de rédaction de *Relations*